

Nous ne voulons pas faire la rentrée avec 13 000 postes en moins

**Nous refusons la rentrée prévue par Sarkozy-Fillon-Chatel
Nous exigeons un plan d'urgence pour la rentrée 2012**

■ Au cours du quinquennat qui s'achève l'Éducation nationale a connu le pire plan social de son histoire, et le renforcement d'une gestion autoritaire des personnels ■ Pour accompagner des contre-réformes contestées par toutes et tous Sarkozy et Fillon ont supprimé 75 000 postes et 14 000 nouvelles suppressions sont toujours prévues pour la rentrée 2012 ■

Nous ne voulons pas faire la rentrée dans ces conditions. 14 000 ou même 13 000 postes en moins c'est une année supplémentaire de destruction pour l'École Publique de la maternelle à l'université. **C'est une année de plus de régression scolaire.** Nous savons que nombre d'enfants des classes populaires sont les victimes assurées de ces politiques de régression. Nous voulons stopper immédiatement la logique des suppressions de postes qui casse les collectifs de travail à tous les niveaux et cela dans toutes les académies.

Il faut absolument recréer des postes dans les écoles, les collèges, les lycées, les univer-

sités et les services. Nous exigeons un plan d'urgence pour la rentrée 2012.

Nous revendiquons également :

- Le réemploi et la titularisation sans condition de tous les précaires
- Le retour au tiers temps face aux élèves pour les stagiaires
- La suppression du Livret Personnel de Compétences
- La suppression de tous les systèmes de fichage centralisé des élèves et des personnels
- Nous demandons la levée immédiate de toutes les sanctions infligées à des personnels pour désobéissance.

SUD Éducation s'adresse au ministre de l'Éducation nationale en ce sens et appelle à la mobilisation pour exiger un plan d'urgence du gouvernement. SUD Éducation prendra des initiatives unitaires en ce sens à tous les niveaux.

Durant le troisième trimestre des mobilisations se sont mises en place dans plusieurs départements souvent avec le soutien de SUD Éducation. Des équipes prévoient de continuer à agir par la grève dès la rentrée. SUD Éducation soutient ces initiatives, appelle à les multiplier et à réunir des Assemblées Générales de personnels.

La Fédération SUD Éducation déposera un préavis couvrant tous les personnels dès la pré-rentrée.

Si le ministre Vincent Peillon affirme vouloir reconstruire, il doit d'abord éviter une année supplémentaire de démolition.